

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues
A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

AUX ABONNÉS

Nous avisons les abonnés que le Numéro exceptionnel du 1^{er} Mai, comprenant HUIT pages, orné de TRENTE Portraits des Membres du Conseil National et des Représentants du socialisme international, portera les dates des 23 et 30 avril et tiendra lieu ainsi, des deux exemplaires devant régulièrement paraître ces deux jours-là.

TROIS-SIX ET TROIS-HUIT

Le Congrès antialcoolique qui vient de terminer ses travaux aura, une fois de plus, démontré la profondeur de l'hypocrisie bourgeoise.

Douze cents représentants de la classe bien nourrie et bien logée y ont solennellement déclaré que les prolétaires avaient tort de dépenser leurs salaires moyens de trois francs à d'autres achats que ceux de réconfortants bordeaux à deux francs la bouteille ou d'eau pasteurisée à 0,75 le flacon.

Sur cette question — vitale pour l'humanité — l'union la plus complète et la plus touchante s'est opérée entre les congressistes de nations, de dogmes et d'opinions politiques différents. Les momiers allemands, sujets loyaux et fidèles de l'empereur Guillaume et du roi Cambrinus, ont été applaudis avec la chaleur qui caractérise les buveurs de vin, par les catholiques romains français.

Les fils des grands distillateurs anglais ont inondé du contenu de leurs glandes lacrymales les gilets smart des héritiers des grands terriens russes et des milliardaires yankees.

On y a vu le Turinaz de Nancy, grand ami du sabre, donner l'accolade fraternelle au ministre révisionniste comte de Saint-Etienne.

On y a vu et entendu bien d'autres choses bizarres, saugrenues, joyeuses, tristes et même sérieuses comme, par exemple, le discours de Vandervelde, éloquent comme toutes les harangues du sympathique et sobre député de l'alcoolique et brumeuse Belgique.

J'avoue que la participation d'un représentant du Parti Ouvrier à une parlotte du genre de celle où Legrand a gémi et le couple Legrain gérémié, n'a pas été sans étonner un grand nombre de socialistes.

Certes, ces derniers sentent aussi bien, sinon mieux que les bourgeois le danger que fait courir à la race le fléau de l'alcoolisme ; ils sont effrayés par ses ravages et depuis longtemps ils invitent les gouvernants à prendre d'énergiques mesures prophylactiques.

Mais à ces invites, souvent répétées, des victimes ouvrières, jamais les tout-puissants détenteurs du pouvoir politique n'ont répondu.

C'est pour cela que les socialistes doivent laisser bavarder inutilement entre eux ceux qui refusent d'agir efficacement.

Si encore Vandervelde était intervenu pour clamer la duplicité bourgeoise et dénoncer le régime capitaliste comme l'unique auteur d'un des plus grands méfaits humains, nous aurions compris son intervention.

Mais, au contraire, Vandervelde a dit au Congrès que sa loyauté lui faisait un devoir de déclarer que les socialistes se trompaient lorsqu'ils présentaient l'alcoolisme comme une conséquence de la misère.

Qu'il nous permette à notre tour de considérer son affirmation comme une dangereuse erreur et de lui dire que sur cette importante question sa clairvoyance ordinaire a gravement été mise en défaut.

Nous comprenons très bien le mobile auquel obéissent les privilégiés de la fortune, lorsqu'ils veulent nous faire admettre que l'amour de l'alcool est un vice inhérent à la nature humaine et que cette nature est seule coupable.

Ces gens-là ont intérêt à abrutir et à empoisonner ceux qu'ils exploitent ; mais dans l'intérêt même de leur exploitation, ils doivent soigneusement nier leur crime, et pour cela faire, ils cherchent à persuader à ceux qu'ils assassinent qu'ils se suicident.

Les assassins poussent même l'ironie jusqu'à se réunir à 1,200 pour mettre en garde les victimes contre leurs homicides manœuvres.

Et Vandervelde faisait partie des 1,200 !

Pourtant, il sait bien que lorsqu'on a pris l'habitude du poison, on s'intoxique par impossibilité de s'en passer, mais que ce n'est pas par plaisir qu'on a commencé à s'empoisonner.

Le progrès de l'alcoolisme résulte d'une cause générale. Ce qui le produit, c'est la misère qui étirent le plus grand nombre, c'est l'ennui qui pèse sur quelques autres.

Examinons, par exemple, la marche du fléau en France, qui d'après les constatations des congressistes détient le record de l'alcoolisation.

D'où provient cette triste supériorité ? L'amour de l'alcool n'est pas un penchant qui soit naturel à notre race. Notre tempérament non plus que notre climat ne nous y prédisposent pas aux mêmes titres par exemple, que les Russes, les Flamands ou les Anglais. Peuple léger, spirituel, en majorité latin, le Français avait une prédilection naturelle pour les liquides qui n'embrument pas le cerveau et laissent intactes les qualités de la race ; il aime instinctivement les vins légers qu'on tire des vignobles nombreux, dont pour lui la nature a été prodigue, et pourtant, aujourd'hui, ce peuple aux goûts délicats absorbe pêle-mêle des mixtures de laboratoire, des apéritifs destructeurs de l'appétit, des eaux-de-vie que la chimie extrait des matières les plus invraisemblables.

Pourquoi nous sommes-nous habitués à toutes ces drogues infernales en dépit de tous nos instincts ?

Parce que, ouvriers aux salaires dérisoires, nous devons nous donner des forces factices pour résister aux douze heures de présence à l'usine qui nous est imposée par un patronat avide.

Parce que, chômeurs, nous devons tromper les exigences stomacales et atténuer nos appréhensions cérébrales, à l'aide des poisons multiples qu'insidieusement nos exploiters mettent à portée de nos mains.

Ce poison, les gouvernements pourraient en atténuer la nocivité en monopolisant la fabrication de l'alcool, ils ne le font pas et ne s'y résoudront, que forcés par l'action socialiste, parce que trop d'intérêts sont en jeu et surtout parce que la sécurité des dirigeants exige l'abrutissement des dirigés.

C'est donc bien la misère, fille naturelle et reconnue du capitalisme, qui engendre l'alcoolisme. Ceci admis, la mauvaise volonté bourgeoise constatée qu'y a-t-il à faire pour ralentir la marche du fléau ?

Si les congressistes nous avaient indiqué quelques autres moyens que celui que nous croyons uniquement rationnel : la lutte contre le régime capitaliste, les socialistes les auraient examinés, mais ils se sont à peu près contentés de faire alterner les gémissements avec les différents couplets de la chanson populaire :

Vive l'eau ! Vive l'eau !
Qui rafraîchit et rend propre !

Nous continuerons donc par la voix de nos orateurs et la plume de nos écrivains

à combattre l'alcoolisme en dénonçant la duplicité bourgeoise, en arrachant des réformes aux Parlements, en aidant les syndicats à obtenir des hausses de salaires, des diminutions d'heures de travail tout en avertissant les travailleurs que l'alcoolisme comme le militarisme et le cléricalisme ne disparaîtront qu'avec le capitalisme.

Seulement quand les ouvriers auront réalisé le programme socialiste, ils pourront boire des liquides sains parce qu'ils auront conquis le droit de travailler modérément, de manger et se reposer suffisamment.

Le trois-six sera tué par les trois-huit. C'est le Parti socialiste international qui terrassera le monstre et il y parviendra parce que, à l'encontre de ceux des buveurs d'eau bourgeois, ses efforts sont sincères et ses coups bien dirigés.

Comme Vandervelde, nous savons que pour mener la lutte à bonne fin les militants doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'être contaminés eux-mêmes, car nous n'ignorons pas qu'un alcoolique est incapable d'efforts suivis, que sa lucidité est atténuée, son énergie diminuée. D'ailleurs nos ennemis de classe eux non plus n'ignorent pas cela et c'est pourquoi, sournoisement, ils provoquent les militants à l'intempérance espérant tuer le parti socialiste par le procédé qui a si bien réussi à la race anglo-saxonne pour vaincre et faire disparaître la race rouge d'Amérique.

Voici une de ces provocations, elle émane d'un homme qui était membre honoraire du Congrès auquel Vandervelde a participé ; son auteur était jeune quand il l'a commise mais elle n'a rien perdu de sa saveur, au contraire, car son auteur a depuis été membre de la Commune de Paris, et plusieurs fois président du Conseil des ministres ; il s'en est même fallu que de quelques voix qu'il ne devint président de la République française.

La voici :

ODE AU TROIS-SIX

Si vous aviez du cœur, frères, vous enverriez
Se faire foutre au loin ces gens à gueule rance,
A qui n'a pas de pain vantant la tempérance
Et dénigrant l'alcool des blêmes ouvriers,
Ces farceurs pour lesquels tous les jours sont fériés,
Les voyez-vous trembler et voyez-vous leur transe ?
Ils ont peur que le peuple, obéissant valet,
Honteux de sa torpeur éminemment française,
Illuminé par toi, et sachant ce qu'il est,
Ne refuse, enfin las, de traîner son boulet !
O trois-six à quatre-vingt-seize ?

Pour rosir l'avenir, c'est toi qui nous échois,
Trois-six populacier dédaigné dans les fêtes
Où triomphantes, les bedaines satisfaites
Engloutissent les mets rares, les vins de choix !
Trois-six des mastroquets qui met les gueux en voix
Pour clamer leurs regrets des iniques défaites
Trois-six de la pierreuse et du cultivateur,
Trois-six tordant la tripe, affolant l'encéphale,
Fais de chacun de nous un barbare lutteur ;
Venge-nous ! pousse-nous vers tout Dominateur
Comme une invincible ratale !

Oui, nous nous soûlerons de ce vulgaire alcool
Dont nous monte au cerveau la chaleur de fournaise ;
Nous nous en soûlerons comme en quatre-vingt-
[treize]

On s'enivrait du sang qui vous giclaient du col :
Exploiteurs de la plèbe et vils larrons du sol,
Voyez-vous ? le punch flambe à nos haines de braise
La fête sera belle et nous sommes joyeux :
Du trois-six ! de la haine ! en proie à deux ivresses,
Des poings tordus de rage et la folie aux yeux,
Ah ! nous nous soûlerons, afin de pouvoir mieux
Chambarder toutes vos richesses.

Paris, juin 1867.

MÉLINE.

N'est-ce pas que le morceau est bien de circonstance et mérite d'être dégusté avec l'onction que met un ivrogne à ingurgiter un verre de tord-boyaux supérieur ? Et puis comme il confirme bien la sincérité des ennemis bourgeois de l'alcool.

GABRIEL FARJAT.

UNE INTERPELLATION

Le citoyen Dufour, député de l'Indre et membre du Conseil national, vient d'adresser au ministre de l'instruction publique une lettre par laquelle il l'informe que dès la ren-

trée des Chambres, il déposera une demande d'interpellation au sujet des maîtres-répétiteurs du lycée de Châteauroux.

Nous avons regret d'informer nos amis que le citoyen Jules Guesde, toujours très souffrant, se trouve dans l'obligation de quitter Paris et de s'abstenir pendant plusieurs mois de toute lutte politique.

VICTOIRES SOCIALISTES

Les élections complémentaires au Conseil municipal d'Ay et de Magenta (section de la Villa) viennent d'être pour le Parti Ouvrier Français l'occasion d'une splendide victoire.

A Magenta, les trois candidats présentés ont été élus au premier tour : le citoyen Rossé Jean, 163 voix ; le citoyen Grégoire Rémy, 159 et le citoyen Collé Alphonse, 157. La majorité absolue était de 127 voix.

A Ay, sur quatre candidats, deux ont été élus également au premier tour : ce sont les citoyens Landouzy et Perardel, l'un avec 470 voix, le second avec 464. Les deux autres membres du Parti présentés sont en ballottage mais leur succès est assuré pour le deuxième tour de scrutin : ce sont les citoyens Lambourg et Julien Alderic dont le chiffre de suffrages dépasse les plus élevés de la liste d'union républicaine.

Il est, en effet, à remarquer, que dans ces deux élections, contre les socialistes s'étaient groupés toutes les forces de réaction, quelle que fût leur étiquette particulière.

Bravo pour Ay et Magenta !

UNE ÂME

Les saint-cyriens — les « cornichons » — qui firent partie de la Grande promotion, celle de 1874, viennent de fêter, cette semaine, le vingt-cinquième anniversaire de leur entrée à l'école, par une messe « solennelle », dite à la Madeleine, où certain jésuite inconnu sous le nom de père Coubé, a prononcé une allocution on ne peut plus originale.

Il est adorable, ce Coubé-là !

Lui aussi a découvert une âme. Après l'âme du condottière et l'âme de l'épicier, voici maintenant, grâce au Coubé en question, « l'âme du soldat », mais la vraie, la seule bonne, y-a-pas d'erreur !

Et le voilà parti, ce Coubé de jésuite. L'âme qu'il enfourche a mille et une qualités : l'héroïsme, le dévouement, l'amour de la patrie, l'amour de Dieu, que sais-je encore ? Mais ce qui caractérise particulièrement cette âme fameuse, c'est sa hauteur, sa hauteur vertigineuse : elle est si haute, si haute, que rien des choses d'ici-bas ne peut l'atteindre, ni même l'effleurer ; elle a, cette âme, de par sa situation élevée, le mépris des attaques et des soupçons... elle plane... elle rayonne... Dzin boum boum !

Vous l'avez deviné, n'est-ce pas ? « L'âme du soldat » — comme toujours et heureusement ! — c'est l'âme du galonné, de l'officier : il n'y avait d'ailleurs que des officiers à ce sermon. Le reste qui vit à la caserne — et non de la caserne — c'est la racaille, c'est de la pauvre bougraille. L'officier, l'ex-cornichon, voilà qui personnifie la défense de la patrie, voilà qui possède cette belle âme.

Eh bien ! il y a longtemps qu'elle nous est connue son âme, au militaire professionnel. Vrai de vrai, il faut vivre dans la peau d'un jésuite comme le Coubé, pour découvrir une hauteur quelconque à cette âme. Elle est, au contraire, descendue très bas, surtout ces derniers temps ; et puis,

quelques-uns de ceux qui la possèdent, l'ont mise si souvent à nu, que plus rien d'elle ne peut nous être découvert : aucun de ses replis ne nous est étranger.

Confessez donc Esterhazy, ô père Coubert ! Il vous renseignera sur son « âme de soldat », à lui, et sur celle plus élevée — en grade, seulement — de Pellieux, Roget, Boisdeffre et autres Gonses.

J. PHALIPPOU.

La Voix de l'Histoire

Le *Temps* qui applaudissait Brisson-la-Justice quand, en 1885, il nous faisait chasser à coups de sabre et de baïonnette du *Mur des Fédérés*, n'admet pas qu'avec la Grande-Roquette démolie par ordre du Conseil municipal, disparaisse le *Mur des Otages*.

Et en même temps qu'il insiste pour que l'Etat — c'est-à-dire les contribuables — « achète le mur et le terrain » ainsi conservés aux hommages des Versaillais, il dénonce une fois de plus la Commune et sa « monstrueuse iniquité. »

Contre cette mille et unième tentative pour intervertir les rôles et transformer en assassins les assassins de la dernière révolution prolétarienne, il nous suffira d'en appeler à l'histoire. Elle parlera pour nous.

C'est le 29 mars que la Commune — qui « avait le droit pour elle », d'après Challemeil-Lacour, mort président du Sénat — s'est installée à l'Hôtel de Ville, et jusqu'au 22 mai qu'elle devait tenir sa dernière séance, c'est-à-dire pendant près de deux mois, on peut mettre au défi le plus éhonté de ses détracteurs d'invoquer contre elle non pas même le moindre meurtre, mais la moindre exécution.

Huit semaines durant, ces communards « ces assassins », ont eu au bout de leurs fusils une population de deux millions d'hommes, dont un bon quart complice plus ou moins direct, plus ou moins actif de Versailles, et pendant ces huit semaines, pas un seul cheveu qui soit tombé d'une seule tête. Que dis-je ? Ils ont été jusqu'à pensionner les femmes et les enfants des sergents de ville et des gendarmes qui égorgaient leurs prisonniers.

La Commune, il est vrai, dans sa séance du 5 avril, a voté le fameux décret sur les otages. Mais lorsque « pour défendre l'honneur et la vie de deux millions d'habitants qui avaient remis entre ses mains le soin de leurs destinées », elle fut amenée à décider que « toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan régulier de la Commune de Paris serait suivie de l'exécution d'un nombre triple d'otages », peut-on avoir oublié à quels exploits de ses adversaires elle entendait ainsi mettre fin ?

Le 3 avril, après le combat de Fontenay-aux-Roses — c'est une dépêche de l'Etat-Major prussien qui l'apprenait à l'Europe — « les prisonniers Parisiens avaient été fusillés sur-le-champ. »

Le même jour, à Chatou, où l'on ne s'était pas battu, mais où avaient pénétré quelques gardes nationaux, le général de Galliffet — c'est le *Gaulois* du 5 qui le rapporte — avait « surpris et passé par les armes un capitaine du 175^e bataillon, un sergent et un garde. »

Le 4, après la capitulation de la redoute de Châtillon — je laisse la parole au même journal peu suspect — « au moment où les gardes nationaux se rendirent, on découvrit au milieu

d'eux un homme tout chamarré qui déclara se nommer le général Duval. Quelques instants après, il était fusillé, ainsi qu'un officier d'état-major et un commandant. Le reste des hommes qui ont été passés par les armes et qui sont sept ou huit, appartenaient à l'armée. »

Ainsi, lorsque la Commune essayait de faire à ses défenseurs un bouclier des Versaillais arrêtés et emprisonnés dans la sphère de son action, il y avait trois jours que sans avis préalable, au gré d'un Vinoy et d'un Galliffet, les « fédérés » prisonniers et désarmés étaient exécutés comme on assassine ; il y avait trois jours que, dans le sang de Duval ainsi tué, M. le général Vinoy avait ramassé la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

Est-ce assez clair ? Et quel est l'homme qui, en présence de ces cadavres faits et avoués par Versailles, pourrait encore imputer à crime aux élus de l'Hôtel de Ville une mesure de pure défense ?

Ce décret, ensuite, dont on a mené un si grand tapage et qui devait entraîner la condamnation à mort de notre confrère Ranc, est resté lettre morte aussi longtemps qu'a duré le gouvernement communaliste, et ce, malgré les nouvelles fusillades sommaires de prisonniers opérées en avril et mai à Clamart, au Moulin-Saquet, à Courbevoie, à la Belle-Epine, etc.

Ce n'est qu'après que la Commune-gouvernement, l'Hôtel de Ville évacué, s'est éparpillée dans tous ses membres derrière les barricades de quartier seul rempart contre la nouvelle invasion ; ce n'est que lorsqu'il n'y a plus d'assemblée, plus de gouvernants, plus rien que des combattants, ou des hommes qui, sans combat, sans armes, iront comme Delescluze au-devant de la mort voulue et cherchée ; ce n'est qu'alors que se produisent ces « actes désespérés » dont la réaction tricolore devait user et abuser si féroce contre les vaincus.

Personne ne me prêterait un seul instant l'intention de défendre l'exécution *in extremis* de soixante-huit otages sur les milliers que pouvaient renfermer les prisons de Paris. C'est de cette « mise au mur » que l'on peut dire que c'était plus qu'un crime, une faute.

Autant, pendant les deux mois de la lutte, on aurait compris que pour sauvegarder la vie des siens, des travailleurs dont elle était responsable, pour couper court à des massacres de blessés, qui indignaient jusqu'à l'abbé Deguerry, la Commune fit un exemple et appliquât son décret, mais solennellement, au grand jour de la place publique, autant Paris, à moitié occupé et définitivement battu, l'exécution d'un seul otage devenait plus qu'inutile, dangereuse au premier chef, en fournissant un prétexte aux tueries de l'Ordre qui s'accomplissaient et qui devaient naturellement redoubler.

Mais, tout d'abord, il convient de répéter que la Commune n'est pour rien dans ces convulsions de la dernière heure. Les plus intéressés à calomnier le prolétariat français, M. Jules Simon en tête, ont dû reconnaître que les quelques membres de la Commune, témoins forcés de ces meurtres, s'y sont opposés de toute leur force, risquant leur vie pour sauver celle des victimes.

Ce qu'il importe de ne pas oublier, d'autre part, ce sont les conditions dans lesquelles les otages sont tombés sous les chassepots populaires. La garde nationale n'est pas une armée ; organisée par quartier, sinon par rue, les bataillons, les compagnies dont tous les

membres étaient voisins, amis, sinon parents, constituaient comme autant de familles. Or, lorsque le 24 mai, les survivants des barricades d'Auteuil, de Passy, des Champs-Élysées, etc., se portèrent à la Roquette pour en extraire MM. Bonjean, Darbois et autres, ils avaient vu depuis le lundi 22 — c'est le *Times* qui en fait foi — massacrer tous ceux des leurs qui étaient tombés aux mains des troupes. Le sang d'un fils, d'un frère, d'un camarade d'atelier, dont le cadavre troué de balles était encore devant leurs yeux, les aveuglait ; selon l'expression populaire si pittoresque et si juste, ils voyaient rouge. Et ce qui, à distance, révolte et ne peut que révolter nos esprits rassés, se présentait à eux comme des représailles fatales.

Comment expliquer autrement que c'était, parmi les fédérés, à qui ferait partie du peloton funèbre ? Tous avaient la mort d'un des leurs à venger.

Au sujet de ces six exécutions de la Roquette, qui devaient être suivies, le 25 et le 26, de soixante-deux autres, le *Figaro* et autres feuilles d'abattoir n'ont pas craint d'évoquer les massacres de septembre 1793. Mais pour qui est capable de jugement, quelle différence entre ces deux ordres de faits, non seulement au point de vue du nombre des victimes, mais encore et surtout au point de vue des circonstances qui les encadrent ! Lors de la Révolution bourgeoise de la fin du dernier siècle, l'ennemi pouvait menacer, il n'avait pas frappé. Aucune des sauvages mesures de Brunswick n'avait pu être appliquée, et c'était par suite, de sang-froid, préventivement et gouvernementalement, que les prisons furent vidées au profit de la fosse commune. En 1871, au contraire, lors de l'agonie de la Révolution prolétarienne, il y avait des semaines que les nouveaux sans-culottes étaient massacrés au jugé et en masse, lorsque l'exaspération transforma quelques-uns d'entre eux en massacreurs.

Et pourtant les journées de septembre n'ont pas été longues à sortir de la région des crimes pour entrer dans celle des événements historiques, puisque déjà sous les Bourbons restaurés, M. Thiers pouvait les rattacher, les coudre à la victoire de Valmy, les mettre en première ligne des mesures libératrices du sol national...

Inutile de m'étendre davantage. Pour finir de remettre en place les choses et les partis et pour enclouer la nouvelle artillerie chargée à boue des néo-Versaillais de 1899, il me suffira d'insister sur trois points qui sont concluants :

Le premier, c'est que si la justice populaire de la Révolution de 1871 se solde par *soixante-huit* cadavres, c'est par *plus de trente mille* que se chiffre la justice militaire de l'Ordre. « Les rues de Paris sont jonchées de leurs cadavres », — écrivait le généralissime Thiers, qui n'avait soufflé mot — et pour cause — des cadavres qui jonchaient depuis longtemps la route de Versailles.

Le second, c'est que les exécutions communalistes des 23, 24, 25 et 26 mai avaient été précédées et provoquées par les exécutions versaillaises des 3, 4, 6, 8, 14, 16 et 25 avril et des 1^{er}, 5, 10, 13, 22 et 23 mai.

Le troisième, c'est que, contrairement à ces dernières qui ont eu lieu par système sur l'ordre exprès des dirigeants militaires et politiques de Versailles, les autres, celles de Paris, ont eu contre elles, ont rencontré en travers d'elles, la protestation et les poitrines de ce qui pouvait rester de la Commune.

Ce qui, pour tous ceux qui voudront revivre

L'Année Terrible, sera toujours et de plus en plus un sujet de stupéfaction, c'est la douceur, c'est l'humanité des « chefs » de la Commune. Et l'on a pu dire avec raison, en s'adressant à nos classes possédantes :

« Saluez ces meneurs, vous ne les reverrez plus ! »

JULES GUESDE.

UN DE PLUS

La deuxième circonscription de Berlin, où le député socialiste sortant, Fischer, n'avait été battu aux dernières élections générales, que par des manœuvres qui ont nécessité l'invalidation de son concurrent, vient de réinstaller au Reichstag son ancien élu.

Fischer vient de triompher au premier tour, par 24.319 voix contre 17.443 au candidat progressiste, 5.266 au candidat conservateur et 120 au candidat antisémite.

C'est la première fois que ce siège est enlevé au premier tour, par une majorité absolue de 1.340 voix.

Ils étaient cinquante-huit au Reichstag, ils sont cinquante-neuf !

POUR ALINE VALETTE

Les membres du Parti Ouvrier Français de la section des Routes, à Toulon ; les membres du groupe d'Agén et les membres du groupe collectiviste du X^e arrondissement, à Paris, ont transmis au Conseil national des ordres du jour votés à leur dernière séance, où ils expriment leurs sentiments de condoléance pour la douloureuse perte éprouvée par le Parti à l'occasion de la mort de la dévouée citoyenne Aline Valette.

En Hollande

Le congrès qui vient de se tenir à Leeward, pendant les deux journées de Pâques, montre les progrès accomplis par le socialisme en Hollande.

Le premier congrès tenu — il y a de cela cinq ans — avait réuni péniblement quatorze délégués représentant quatorze groupes. A Leeward, hier, se sont rencontrés quarante-sept associations comprenant plus de deux mille membres.

Cette augmentation des forces socialistes manifestée si clairement au congrès, est encore plus sensible si l'on consulte les résultats des élections de ces dernières années. Les voix socialistes ont triplé en moins de deux ans : elles se sont élevées de 2,384 à 6,977.

Ce congrès de Leeward méritait aussi d'attirer l'attention par les questions qui y furent discutées, notamment par un projet de programme communal dont voici les principaux articles :

Extension des biens communaux et des services publics communaux ;
Minimum de salaire pour les employés et les ouvriers des communes ;
Fixation d'un maximum de traitement pour les emplois supérieurs ;
Instruction gratuite à tous les degrés et instruction professionnelle gratuite ;
Cantines scolaires et colonies de vacances ;
Construction par la commune d'habitations ouvrières ;

COLLECTIVISME & PRODUCTION

5^o Comme il est d'usage de dire que le collectivisme développera considérablement le fonctionnarisme, on sera surpris de voir que nous supprimons en bloc les fonctionnaires. L'explication est simple : la société collectiviste n'aura ni percepteurs d'impôts, ni receveurs d'enregistrement, ni conservateurs d'hypothèques, ni employés des droits réunis, ni douaniers, etc. Presque tous les fonctionnaires actuels disparaîtront donc. A leur place on aura des chefs de service chargés de diriger la production et la répartition, et des employés pour les assister ; mais tout ce personnel sera compris dans les services spéciaux : agriculture, industrie, transports, commerce, etc. Or, actuellement les mêmes services, sans compter l'agriculture, occupent environ deux millions de chefs et employés, non compris les ouvriers, et nous aurons sur plus d'un des réductions à opérer. Ces agents deviendront les fonctionnaires et employés des administrations publiques sous le régime collectiviste ; nous avons donc raison de supprimer les fonctionnaires actuels. Il est vrai qu'un certain nombre de ces derniers seront

maintenus avec des attributions analogues : mais comme nos évaluations de réductions sur les services spéciaux seront toujours bien au-dessous de la réalité, il y aura largement compensation.

Observons que les fonctionnaires supprimés ne comprennent ni les instituteurs ni les professeurs, ni les magistrats, rangés par le dénombrement parmi les professions libérales et dont nous parlerons plus loin.

6^o Les marchands en gros et leur personnel deviendront inutiles quand les marchandises seront envoyées directement du lieu de production au lieu de consommation. La même raison s'applique aux courtiers et commissionnaires. Quant aux exportateurs ils seront remplacés par le service du commerce extérieur qui, avec un personnel relativement minime, assurera à l'étranger l'écoulement de nos produits.

7^o Les agents de change, banquiers et tout le haut et bas personnel des Bourses de valeurs et de commerce disparaîtront naturellement quand l'agriculture, le commerce et l'industrie seront devenus des services publics.

8^o Quand on aura lu les chapitres de la Refonte des codes et de la Justice (deuxième partie) on s'expliquera la suppression des avocats, agrées, officiers ministériels et agents d'affaires.

II. — GROUPES PROFESSIONNELS DIMINUÉS

Voici le tableau des groupes professionnels

que l'organisation nouvelle permettra de réduire dans des proportions plus ou moins fortes. Nous indiquerons plus bas cette proportion :

GROUPES PROFESSIONNELS	PATRONS	EMPLOYÉS	OUVRIERS	TOTAL
Hôteliers, Cafetiers, Logeurs, Cabaretiers.....	315.988	50.820	82.829	449.637
Marchands en détail : Alimentation.....	240.888	58.595	82.088	381.571
— Ameublement.....	22.749	10.599	21.057	54.405
— Habillement.....	78.700	49.535	69.116	197.351
— Divers.....	154.482	107.711	165.987	428.180
Gendarmerie et police.....	46.855	316	653	47.824
Magistrats.....	8.559	2.139	634	11.332
TOTAUX.....	868.221	279.715	422.364	1.570.300

Nous allons examiner successivement tous ces groupes et évaluer les réductions que comporte chacun d'eux :

Hôteliers, cafetiers, logeurs, cabaretiers. — Les débits de boisson se sont scandaleusement développés depuis quelques années. Dans certains départements comme la Seine et le Nord, leur proportion est effrayante, puisque dans diverses villes du Nord il existe un cabaret pour 44 électeurs. Le besoin de se désaltérer doit pouvoir être satisfait dans toute société mais la multiplication des débits crée des besoins factices et contribue beaucoup à étendre l'alcoolisme. Chaque débit ne compte en moyenne qu'un petit nombre de clients et le personnel occupé à les servir reste presque toute la journée les bras

ballants. Le matin il travaille au nettoyage du local et la quantité de ce travail serait notablement diminuée si le nombre des locaux était moins grand.

Dans la société future il y aura un nombre beaucoup plus restreint de cafés et cabarets ; chacun d'eux sera vaste, bien installé, d'un séjour aussi hygiénique que possible ; un nombre bien moindre de garçons et de gérants fera face à toutes les demandes à la satisfaction du consommateur et on évitera ainsi une énorme déperdition de forces.

Il en sera de même pour les hôtels et maisons garnies. Il est bien certain qu'en réduisant leur nombre dans la proportion de 10 à 1, ce qui est facile, on n'aurait plus besoin que d'un personnel bien restreint.

Il y a dans ce groupe 315.988 patrons et un personnel subalterne de 133.000 employés et ouvriers seulement. Beaucoup d'établissements sont donc exclusivement tenus par les

Réorganisation de la bienfaisance publique en vue de prévenir la misère ;
Lutte des autorités communales contre l'alcoolisme ;
Abolition des règlements communaux qui portent des entraves à la liberté de réunion, de manifestation et de la presse ;
Impôt progressif sur le revenu avec exemption de l'impôt sur les petits revenus.

Ajoutons que les travaux du congrès ont été particulièrement consacrés à l'étude du mouvement syndical et de la nécessité de combiner l'action politique et économique. J. P.

LE 1^{ER} MAI

Pour le 1^{er} Mai prochain sera tiré un numéro exceptionnel du SOCIALISTE avec portraits de tous les membres du Conseil National :

DOCTEUR J. BACH, conseiller municipal de Toulouse. — BENEZECH, député de l'Hérault. — BRUNELLIÈRE, conseiller municipal de Nantes. — B. CADENAT ET CARNAUD, députés des Bouches-du-Rhône. — RENÉ CHAUVIN. — G. DELORY, maire de Lille. — DUFOUR, député de l'Indre. — GABRIEL FARJAT. — FERRERO, député du Var. — FERROUL, député de l'Aude. — E. FORTIN. — J. GUESDE. — KRAUSS, député du Rhône. — PAUL LAFARGUE. — RAYMOND LAVIGNE. — H. LEGITIMUS, député, président du Conseil général de la Guadeloupe. — MILLET, conseiller municipal de Romilly. — PASTRE, député du Gard. — PEDRON. — PREVOST. — ROUSSEL, maire d'Ivry. — SAUVANET, député de l'Allier. — A. ZEVAES, député de l'Isère.

Ce numéro aura HUIT pages et sera exclusivement consacré à la fête internationale du Travail.

Il contiendra, en outre, des articles et portraits des représentants du socialisme international, tels que : W. LIEBKNECHT et Clara ZETKIN (Allemagne), V. ADLER (Autriche), G. PLEKHANOFF (Russie), ANSEELE (Belgique), ENRICO FERRI (Italie), P. IGLESIAS (Espagne), etc.

Prix par numéro..... 0.20 c.
Prix par cent franco en gare 12 fr.
Prix par mille » » 75 fr.

Les Groupes sont priés de nous adresser leurs commandes au plus tôt, pour que l'Administration puisse fixer le tirage.

Ce numéro exceptionnel ne sera livré que contre remboursement.

Adresser demandes et mandats aux Bureaux du Journal, 5, rue Rodier, Paris.

Les Capitalistes et les Coopératives

Nous apprenons par les journaux que la commission parlementaire, chargée d'étudier la proposition de M. Georges Berry, sur les sociétés coopératives de consommation, a décidé le 21 mars dernier d'accepter le texte qui lui était proposé c'est-à-dire de frapper ces sociétés des charges qui pèsent sur les commerçants de détail.

Elle a adopté, en outre, en principe l'exception de ces charges pour les sociétés coopératives composées de salariés qui paient une cote mobilière minime.

Nul doute que le Parlement sanctionne la manière de voir de la commission ; M. Georges Berry va donc arriver à son but et comme il est le porte-parole du commerce de détail parisien, celui-ci doit considérer la décision de la commission comme un avant-coureur d'une victoire. On va, enfin, avoir raison de ces coopératives qui ruinent le Petit Commerce.

Nous ferons remarquer que le commerce est toujours petit quand il demande la protection des pouvoirs publics, même lorsque ceux qui parlent en son nom sont les propriétaires de grands bazars faisant d'énormes bénéfices.

M. Georges Berry est non-seulement anti-coopérateur, mais il est encore antisémite : il ne serait pas, sans cela, l'élu le plus près du cœur des commerçants de détail. Aussi faut-il s'attendre à ce qu'il ne s'arrêtera pas dans la voie de ces succès. Il doit avoir dans ses cartons un projet de loi, émanant de la même source que le premier, demandant qu'on refuse aux circoncis le droit d'ouvrir des magasins de vente, en imposant un impôt spécial sur tout français assez peu patriote pour aller s'approvisionner chez les juifs.

Allez donc soutenir après cela les commerçants de détail, comme on le fait aux ouvriers, que la conquête des pouvoirs publics est une hérésie économique.

Le député, ou le candidat qui courrait une pareille aventure se ferait vertement honnir ; nous sommes même convaincus que si les commerçants de détail avaient le pouvoir de faire proclamer M. Georges Berry dictateur ils le traiteraient d'enthousiasme et ils lui donneraient pour conseil les plus intransigeants de leur chambre syndicale et nous n'aurions plus qu'un commerce de détail aussi bon catholique qu'excellent patriote.

M. Georges Berry n'est pas encore président de la République, nous avons donc tout le temps de raisonner et de rechercher si la loi sur les sociétés coopératives qu'il a déposée sera aussi utile aux commerçants de détail que la chambre syndicale de ces derniers se l'imagine.

A notre avis, il ne sera pas nécessaire d'approfondir beaucoup la question pour s'apercevoir que la susdite loi, au lieu de sauver les petits commerçants au détail, achèvera de les couler.

En effet, ce qui arrête les sociétés coopératives de consommation dans leur développement c'est l'obligation où elles sont de ne pas vendre à d'autres qu'à leurs sociétaires. Une fois qu'on leur aura imposé la patente, on leur donnera forcément le droit de vendre à la clientèle, comme si elles étaient des sociétés commerciales ordinaires. On aura alors trouvé la forme de l'autonomie qui convient au commerce de détail et crée l'organe qui fera passer celui-ci de la forme individuelle à celle qui s'adapte au régime capitaliste.

Autrement dit, le commerce de détail deviendra ce qu'est déjà l'industrie, les trans-

ports et la banque et ce que sera demain la culture.

Nous comprenons, du reste, très bien que les chambres syndicales des commerçants de détail soient partis d'imposer des patentes aux coopératives. Elles se composent en effet de roués, qui sont les gros commerçants et de dupes qui sont les petits. Les premiers voient très bien et se rendent parfaitement compte qu'ils pourront user eux-mêmes de la forme coopérative, quand on l'aura débarrassée de toute entrave moyennant le paiement d'une patente ; quant aux seconds, ils ne considèrent que la gêne apportée aux coopératives par un impôt si loisible pour eux-mêmes.

Il convient d'ajouter que si les gros commerçants sont entrés dans les syndicats, c'est avec l'arrière-pensée de faire servir ceux-ci à leur intérêt personnel et par conséquent de rouler les petits commerçants.

Aussi une fois la patente accordée aux coopératives, toutes les grandes maisons de détail ne tarderont pas à se constituer sous la forme coopérative ; elles y auront tout intérêt ; quand les sociétés coopératives ouvrières, presque sans argent, arrivent à des résultats surprenants, on peut s'imaginer ce que deviendront des coopératives bourgeoises, pourvues d'immenses capitaux et ayant sous la main toutes les sources d'approvisionnement ; pour s'en rendre compte, il suffit de songer aux puissantes whalesales anglaises, qui font des milliards d'affaires.

Nous savons d'ailleurs par le directeur d'un journal de province très mêlé au monde capitaliste qu'on y est frappé de l'extension des coopératives parisiennes et des whalesales anglaises et qu'on y étudie les voies et moyens d'accaparer le mouvement.

Si les petits commerçants ne voient pas cela, c'est tant pis pour eux, car on va, par la loi Georges Berry, leur mettre autour du cou la corde qui les étranglera.

Il aurait, sans doute, été charmant de faire payer une patente aux coopératives sans la leur octroyer, de même qu'il serait délicieux pour les commerçants de détail d'obtenir la patente, c'est-à-dire le droit de vendre, sans la payer, mais cela n'est pas possible. Si la loi Georges Berry impose la patente aux coopératives elle n'en déchargera pas les commerçants de détail : elle étendra en outre, les pouvoirs des coopératives et les rendra beaucoup plus redoutables qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Nous n'avons vu M. Georges Berry qu'une fois, il nous est donc difficile de savoir si ce monsieur qui ressemble à un gros farceur de campagne est bien conscient de son œuvre, mais il pourra se vanter d'avoir fait avaler un gâteau empoisonné à ses électeurs, aux petits bien entendu.

Ce qui est charmant, c'est l'exception des charges de la patente que la commission a faite pour les coopératives composées de salariés. Il ne faut pas gêner le haut patronat qui a organisé des économats pour mieux exploiter les ouvriers et les employés. De plus, la classe capitaliste veut bien être bonne, accorder des faveurs aux travailleurs soumis et elle entend qu'on se le dise.

Ainsi, c'est entendu, quand les ouvriers coopératives voudront demander la faveur d'être dégrevés de la patente, on la leur accordera.

Nous autres socialistes, nous savons tout cela depuis longtemps et c'est pourquoi nous cherchons à donner aux travailleurs la notion de classes, qui leur ouvre les yeux et leur inspire le désir et la volonté de s'émanciper.

Nous ferons cependant remarquer en terminant que depuis les commencements de l'histoire, les exploités se sont toujours emparés à leur profit des moyens de sauvegarde imaginés par les exploités. C'est justement ce

qui arrive aujourd'hui à la coopération sortie du cerveau du socialiste Robert Owen.

CH. BRUNELLIÈRE.

EN ESPAGNE

Les élections aux Cortès qui doivent avoir lieu dans quelques jours, seront pour nos corréligionnaires et amis d'Espagne une nouvelle occasion d'affirmer leur force croissante.

Au-delà des Pyrénées on ne l'ignore pas pour être électeur, il faut être âgé de vingt-cinq ans et avoir deux années de résidence dans la même commune.

Malgré ces conditions excluant des urnes une notable fraction de la classe ouvrière, le Parti socialiste espagnol a décidé d'entrer en lutte. Des candidatures sont déjà posées à Bilbao, Balmaseda, Burgos, Linarès, Victoria, Mataro, Pontevedra, Almeria — et Madrid — où sont présentés nos vaillants amis Pablo Iglesias, Posse et Jaime Vera Lopez. Et il y a tout lieu d'espérer que cette fois, le socialisme fera sa trouée dans la plus bourgeoise des Chambres des députés.

A Bruxelles

En des notes de première impression, nous avons dit le sentiment unanime d'admiration provoqué par les splendides fêtes inaugurales de la Maison du Peuple, de Bruxelles, et mentionné la part notable prise par les organisateurs du Parti Ouvrier Français, aux manifestations internationales qui les ont accompagnées.

Ce caractère de solidarité et de fraternité internationale a été surtout affirmé au meeting monstre du lundi 3 avril où, dans la superbe et immense salle des fêtes de la nouvelle Maison du Peuple, se pressaient près de six mille personnes, hommes, femmes et enfants, et où des orateurs de tous les pays ont été religieusement écoutés et salués avec de longues et frénétiques acclamations. Là, ce n'était plus le prolétariat bruxellois donnant accueil dans sa maison — ou son palais — à ses frères accourus de tous les points de la Belgique et des pays étrangers. C'était le prolétariat socialiste universel qui se trouvait dans sa maison commune. Chaque militant indistinctement d'où qu'il fût, était là chez lui, chez le Peuple. Tel est le trait commun qui s'est retrouvé dans tous les discours prononcés en cette mémorable circonstance, de même que le cri de : Vive l'Internationale ! est celui par lequel ils se sont tous terminés.

Ce besoin général et croissant d'associer au mouvement socialiste universel toutes les grandes œuvres ou manifestations ouvrières et socialistes, qui s'accomplissent au sein des divers pays, est la marque essentielle des agitations sociales de cette fin de siècle.

C'est le citoyen Delory, maire de Lille, qui au nom du Conseil National, qu'il représentait, a porté à nos vaillants camarades du Parti ouvrier Belge, le salut de fraternité et le témoignage de sympathie et d'admiration du Parti Ouvrier Français.

Il exprime avec quelle attention la Fédération du Nord, qu'il représente en même

patrons ; ceux-là sont en général de minuscules maisons où l'arrivée d'un client est un événement. Le patron passe ses journées à d'interminables « manilles » et ne fait jamais œuvre de ses dix doigts.

Ce groupe, à part d'honorables et d'utiles exceptions, est un groupe parasite et nuisible par excellence. On pourra le réduire des deux tiers au moins et le service n'en manquera que mieux. Soit 293.753 suppressions à effectuer.

Marchands en détail. — Ce groupe important occupe 1.031.507 personnes dont 496 mille 849 patrons. Pour apprécier les réductions dont il est susceptible, nous nous sommes entourés des renseignements les plus précis et les plus minutieux émanant de personnes d'une compétence absolue. Nous pouvons donc non seulement garantir l'exactitude de notre conclusion, mais affirmer qu'elle est bien au-dessous de la réalité.

Comme on le verra plus loin au chapitre du commerce, les magasins de détail seront remplacés dans l'organisation collectiviste par des magasins généraux, en nombre infiniment plus restreint, les petites communes n'en ayant qu'un et les petites villes trois ou quatre seulement. On va voir les conséquences heureuses de ce changement.

Tout d'abord on remarque le nombre considérable de patrons existant dans la classe de l'alimentation par rapport à celui des employés et ouvriers. Il tient principalement à la quantité des petites épiceries qui se sont

créées dans les villes et dans les campagnes. Le chiffre d'affaires de chacune est infime ; elles comptent peu de clients et chacun ne fait qu'une dépense de quelques sous à chaque achat. Le détail des marchandises par trop petites quantités entraîne une perte de temps appréciable. Il est nécessaire dans une société où les gens vivent difficilement, formant l'immense majorité ; mais il sera supprimé dans la société collectiviste où le large nécessaire sera assuré à tous.

A Paris et dans les grandes villes, il existe beaucoup de petits revendeurs de marée, légumes, volailles, etc., qui crient leur marchandise dans les rues. Ces modestes commerçants n'auront plus de raison d'être quand les ménagères pourront aller elles-mêmes, profitant de la gratuité des transports, s'approvisionner aux halles et marchés où elles seront toujours mieux servies pour un prix bien inférieur. Un grand nombre de camelots figurent au tableau sous la rubrique « divers », ils disparaîtront également.

Il n'y a pas besoin d'entrer dans de longues considérations pour démontrer que le remplacement de tous les petits magasins d'une localité par un magasin général permettra de réaliser d'énormes économies de personnel :

L'ensemble des petits magasins doit d'abord immobiliser un stock de marchandises plus considérable qu'un magasin général faisant le même chiffre d'affaires, car chacun d'eux doit avoir un assortiment à peu près complet de marchandises de sa spécialité. La manu-

tenition de ces marchandises à la réception, au rangement, à la confection des étalages, emploie beaucoup de temps.

Le nettoyage, la mise en ordre de tous les petits magasins sont beaucoup plus longs que ne le seraient ceux du magasin général.

La comptabilité est beaucoup plus compliquée puisqu'elle comprend le crédit avec ses aléas, les recouvrements, le paiement et l'encaissement des valeurs, et un détail infini de petites ventes qui seront supprimées dans les magasins généraux.

Dans presque tous les petits magasins, patrons et employés restent de longues heures inoccupés à attendre la clientèle, raréfiée par la concurrence.

Le patron se donne autant de peine et emploie autant de temps pour faire ses petits achats que pour en faire de dix fois plus considérables. Le souci de ses affaires, l'étude des moyens de les étendre et de diminuer ses frais généraux absorbent toutes ses facultés. Voilà pour le petit commerce.

Considérons maintenant ces vastes bazars modernes où l'on vend de tout et qui tendent de plus en plus à se substituer aux petits magasins spécialisés. Là le capital affamé de bénéfices a déployé toute son âpre science pour les augmenter. On tire du malheureux personnel tout ce qu'il peut humainement — et même surhumainement — donner. S'il est vrai, comme l'affirment les économistes, que l'initiative privée, mise au service d'intérêts privés, doit faire mieux que l'Etat agit

sant dans l'intérêt général, c'est bien là, plus que partout ailleurs qu'elle va en donner la preuve. Malheureusement pour elle ses efforts aussi puissants qu'intelligents, nous le reconnaissons, sont paralysés par la fatale concurrence, cette boîte de Pandore d'où sortent tous les maux de l'humanité.

Oui, les employés de ces immenses maisons travaillent beaucoup, mais leur travail est irrégulier ; parfois ils restent des heures, des journées même à ne savoir que faire, et parfois après des journées bien remplies ils ont à passer une partie de la nuit pour remettre la marchandise en place. C'est ce qui arrive aux époques d'expositions. Les magasins sont envahis par une foule compacte, l'enfilèvement des affaires amène une effroyable désordre, les marchandises jetées pêle-mêle se détériorent et exigent beaucoup de temps pour être rangées de nouveau sur leurs rayons.

Les jours d'exposition, le personnel est toujours insuffisant ; les jours ordinaires il est beaucoup trop considérable ; ce fait est de notoriété publique ; les patrons, ne pouvant embaucher leurs vendeurs pour la période active seulement, sont forcés de les conserver, du moins ceux auxquels ils tiennent, qui constituent les cadres de leur personnel, car ils ne se gênent pas pour jeter sur le pavé les supplémentaires pendant la morte saison.

(A suivre).

temps, observe chaque jour les progrès accomplis si merveilleusement par l'esprit coopératif des socialistes belges, pour en tirer des exemples de réalisations pratiques en France. Déjà, dans le Nord, des coopératives en pleine prospérité ont été édiées puis réunies en une puissante Fédération régionale, et il annonce que dans peu d'années les socialistes belges seront invités à leur tour à l'inauguration de la Maison du Peuple de Lille, où les socialistes français essayeront de leur donner un aussi brillant accueil qu'ils reçoivent d'eux aujourd'hui.

Des bravos frénétiques ont salué cette déclaration,

Quelques paroles furent dites aussi par le second délégué du Conseil national, le citoyen Raymond Lavigne qui, depuis le Congrès international de Bruxelles en 1891 étant abonné au journal quotidien *Le Peuple*, organe du Parti Ouvrier Belge, où il suit jour par jour le mouvement ouvrier et socialiste de Belgique, se fait un devoir de témoigner qu'il a toujours constaté avec quelle constance les militants de ce pays rattachaient au but socialiste et à l'action générale du Parti Ouvrier toutes leurs œuvres coopératives, mutualistes, syndicales et même artistiques.

« En France, si les socialistes se sont autant tenus à l'écart de la coopération, c'est dans la crainte fort légitime d'y voir absorber des activités militantes dont l'action socialiste révolutionnaire se trouverait privée, alors que par suite de notre stupide législation et des mœurs égoïstes développées par une bourgeoisie foncièrement et hypocritement réactionnaire, presque toujours, à de rares exceptions près, les coopératives n'aboutissaient qu'à des résultats étroitement individualistes et n'avaient pour objet qu'un misérable partage de dividendes sans aucun esprit de solidarité.

» Mais grâce au frappant exemple que nous donnent nos camarades de Belgique, — où la coopération, aussi bien que les autres œuvres de mutualiste, de prévoyance, d'associations professionnelle et artistique ont invariablement pour but de recruter de nouveaux adhérents au socialisme tout en leur procurant des améliorations économiques et morales immédiates, — grâce aux enseignements que nous sommes venus puiser ici, nous pourrions dorénavant, on doit l'espérer, songer à développer aussi en France ces instruments de propagande théorique et de puissance matérielle dont vous étalez à nos yeux aujourd'hui un si merveilleux spécimen. »

Nous avons à signaler encore le discours de la citoyenne Bonneval, déléguée de plusieurs syndicats de femmes de France, au cours duquel elle a rendu un public et touchant hommage au souvenir de notre si vaillante et si regrettée Aline Valette. Qu'elle reçoive ici la profonde gratitude de notre Conseil national, où cette femme de cœur et propagandiste incomparable a laissé un vide si cruel.

Notre ami Devraigne, représentant le *Réveil du Nord*, de Lille, prononce aussi une vibrante harangue dont l'assemblée fut toute électrisée, où, après avoir décrit le panorama de la lutte socialiste dans le Nord, — qui est comme une petite Belgique et qui marche aujourd'hui à la tête du socialisme français, — il salua magnifiquement l'Internationale.

« L'aube se lève. Le socialisme grandit dans toutes les nations. Je vois là-bas à l'horizon, le soleil rouge qui nous guide vers la victoire prochaine ! Vive l'Internationale des exploités contre l'Internationale des exploités ! »

La Marche du 1er Mai

La Bibliothèque du Parti, 5, rue Rodier, tient à la disposition des Groupes

LA MARCHÉ DU 1er MAI

Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.

LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

Paris

Agglomération parisienne : Commission de propagande. — Les délégués et secrétaires des groupes sont convoqués pour le vendredi 21 avril, salle Anglade, rue Turbigo, 14.

Ordre du jour : La Manifestation internationale du Premier-Mai.

— Maison du Peuple, rue Balagny, 47. — Samedi 14 avril, à 9 heures du soir : Conférence publique et contradictoire, par le citoyen Dupuy. — Sujet traité : Les Syndicats ouvriers et le Socialisme.

Chartres

Le Groupe de propagande et d'action socialiste de Chartres s'est réuni le samedi 8 avril à la salle Ricard, pour recevoir la visite officielle du citoyen Nivet, délégué du Conseil fédéral de la région parisienne.

La réunion s'est terminée par une causerie sur le sujet suivant : De la tactique du Parti Ouvrier Français.

Le citoyen Nivet s'est attaché à montrer que le programme du Parti est le seul qui soit dans la tradition marxiste et qui puisse mener à la destruction de l'Etat capitaliste en faisant disparaître les classes.

Grenoble

La Maison du Peuple organisée par le Parti Ouvrier dans le quartier populaire du cours Berriat, voit de jour en jour augmenter le nombre de ses membres, si bien que le local, d'abord modeste, vient d'être considérablement agrandi.

L'inauguration de la Maison du Peuple aura lieu dimanche 16 avril, par une soirée familiale où seront présents tous les membres du Parti Ouvrier Français et à laquelle assistera le citoyen Zévaès.

Montluçon

Les organisations ouvrières de Montluçon, d'accord avec le Parti Ouvrier, ont décidé à l'occasion du 1er mai, d'envoyer comme les années précédentes, une délégation aux pouvoirs publics et d'aller en masse sur la tombe de notre regretté ami Jean Dormoy, déposer un bouquet.

Comme les années précédentes, de grandes illuminations seront faites par la municipalité, dans tout le quartier avoisinant le siège des organisations et du Parti, où aura lieu une fête de nuit.

Un banquet fraternel réunira les délégués et les nombreux amis qui voudront se joindre à eux.

Sainte-Foy

Le banquet de Sainte-Foy-la-Grande a été très brillant. Le citoyen Léo Meillet, député de Marmande, présidait, assisté des citoyens Boisselier, Camelle, Léon Martin, Eberhard, Durand, Delème, etc.

Au moment des toasts et des discours, plus de deux cents citoyennes ou citoyens se pressent autour des tables. Après la lecture des lettres d'excuses et des télégrammes des citoyens Jourde, retenu à Paris par la fatigue de la discussion du budget, Carnaud, Bazin, Lavigne et Jules Guesde, le citoyen Boisselier porte un toast très applaudi au Parti Ouvrier Français.

C'est ensuite le tour des citoyens Cachin, Maurin, Martin et Camelle, qui sont chaleureusement acclamés et, enfin, se lève le député de Marmande, qui prononce un éloquent discours, constamment interrompu par les bravos de l'auditoire.

Après les paroles, viennent les chants. On applaudit le citoyen Sougey dans ses chansons inédites sur la Sociale ; le citoyen Charbonnier, dans l'*Internationale* ; Boisselier et Delème dans la *Commune*, etc.

Jamais plus belle manifestation socialiste ne se vit à Sainte-Foy-la-Grande.

Lyon

— Les groupes socialistes du IV^e arrondissement de Lyon (adhérents à l'Agglomération Lyonnaise du Parti Ouvrier Français) ont donné dimanche dernier dans l'immense salle du Palais de l'Alcazar, boulevard de la Croix-Rousse, une grande fête-conférence, dont le succès a dépassé toutes les espérances et à laquelle assistaient deux mille citoyennes et citoyens.

Le concert, commencé à deux heures de l'après-midi, comprenait deux parties.

Entre les deux parties, a eu lieu la conférence, sous la présidence d'honneur du citoyen Couturier, ancien député socialiste et sous la présidence effective du citoyen Krauss, député de la Croix-Rousse, membre du Conseil National du Parti.

Tout à tour, les citoyens Pastre, André Berthelot, H. Légitimus, Alexandre Zévaès et Antide Boyer, députés, ont prononcé des allocutions qui ont soulevé des tempêtes de bravos.

A neuf heures du soir, les élus socialistes se sont rendus au Cercle de la Fraternelle sociale, rue Dumont-d'Urville, où un vin d'honneur leur a été offert.

Cette belle fête s'est terminée par un bal superbement animé.

Domérat

Le conseil fédéral de la Fédération du Parti Ouvrier Français de l'Allier avait organisé dimanche dernier une grande réunion publique et contradictoire à Domérat, pour y exposer les principes du socialisme et la tactique du Parti, en réponse à une réunion précédente faite dans cette commune contre le Parti et ses plus dévoués militants.

Environ cinq cents camarades se pressaient dans la salle, parmi lesquels une nombreuse

délégation Montluçonnaise du Parti Ouvrier. Les citoyens Dormoy, Augros, Fouillard et Constans, délégués spécialement par le Parti, ainsi que les camarades Gadier et Lépineux, de Domérat, ont développé les principes du Parti, sa tactique consistant à toujours marcher droit vers le but final : l'émancipation des travailleurs par l'expropriation de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production.

Ils ont mis en parallèle les moyens de propagande employés par notre Parti et ceux employés par de prétendus socialistes, toujours prêts à faire le jeu de la bourgeoisie contre le prolétariat.

La question Dreyfus y a été développée conformément à la façon dont le Parti l'a toujours envisagée ; les crimes et les disqualifications de la bourgeoisie envers tous ses pouvoirs organisés ont été examinés et passés au crible d'une critique serrée, faisant comprendre qu'elle est capable de commettre tout pour assouvir ses passions.

Le citoyen Bouillaud, de la Jeunesse socialiste de Montluçon, engage les jeunes de Domérat à se grouper avec le Parti Ouvrier.

Les orateurs ont tous été chaleureusement applaudis.

Un ordre du jour acclamant les principes et la tactique du Parti Ouvrier Français a été adopté à l'unanimité.

Après cette magnifique réunion, plusieurs chansons socialistes, notamment l'*Internationale* et l'*Insurgé*, ont été entendues dans le plus grand enthousiasme.

Notons enfin qu'une entrevue a eu lieu entre les jeunes gens de Domérat et la délégation de la Jeunesse de Montluçon, pour organiser un groupe de Jeunes adhérent au Parti Ouvrier Français. La première réunion aura lieu dans une dizaine de jours, avec le concours de délégués du Parti.

Magnifique journée pour le Parti, à Domérat.

Voiron

Samedi dernier 8 avril, une magnifique réunion organisée par le groupe du Parti Ouvrier, a eu lieu à Voiron, salle du Casino, avec le concours des citoyens André Berthelot, député de la Seine et H. Légitimus, député de la Guadeloupe, qu'accompagnait l'élu de la circonscription, le citoyen A. Zévaès.

Quoique contrariée par une température désastreuse, cette conférence, que présidait le citoyen Allard-Jacquin, conseiller municipal socialiste, réunissait près d'un millier de personnes.

Après une allocution du citoyen A. Zévaès, présentant ses deux collègues socialistes et rendant compte de l'attitude du Parti dans les récents événements politiques, le citoyen H. Légitimus a parlé sur le développement et l'organisation du mouvement socialiste dans les Antilles.

Le citoyen Berthelot a fait une conférence remarquablement substantielle sur l'entente internationale des travailleurs et sur les conditions du travail.

Les paroles des trois orateurs ont été accueillies par des applaudissements frénétiques.

A l'unanimité a été voté par l'assemblée un ordre du jour félicitant de son attitude le citoyen Zévaès et remerciant de leur précieux concours les citoyens Berthelot et Légitimus.

A la sortie de la conférence, levée aux cris de : Vive la Sociale ! une collecte a été faite au profit des Ouvriers en grève de Vinay.

Nanterre

Pour la première fois que nos amis se sont présentés avec le programme municipal du Parti, ils viennent d'obtenir 300 voix, distançant de 50 la liste officielle de la mairie.

Lille

A l'inauguration du monument Pasteur, notre ami Delory, maire de Lille, a prononcé l'allocution suivante :

« Au nom de la Ville de Lille, je remercie les membres du Gouvernement, dont la double présence ici atteste que la République sait honorer, par dessus tout, les hommes dont la science accrue le patrimoine du pays, sans que leurs conquêtes eussent été marquées par du sang, par des regrets et par des larmes.

« Je félicite aussi l'artiste de l'œuvre qui décorera désormais cette place ; et je promets au Comité — qu'il faut également remercier — que la Ville de Lille et ses habitants sauront entourer ce monument de la vénération due au savant dont il est destiné à glorifier la mémoire.

« Ce que fut Pasteur, la nature de son œuvre, l'originalité de sa méthode, il ne m'appartient pas de le rappeler.

« D'autres le diront mieux.

« Mais si ma parole est impuissante à apprécier, comme il convient, la science de Pasteur, je tromperais l'attente de notre démocratique population en ne signalant pas à votre admiration et à votre reconnaissance le désintéressement avec lequel Pasteur et ses disciples population en ne signalant pas à votre admiration et à votre reconnaissance le désintéressement avec lequel Pasteur et ses disciples prodiguent, au profit de tous, les inépuisables trésors de leurs travaux.

« Tout à l'heure, messieurs, nous inaugurons cet Institut où, prolongeant les études de leur Maître, des savants nourrissent la féconde espérance de reculer encore les fonctions de la vie.

« Mais nous verrons aussi ces savants, abandonnant leurs microscopes, s'arrachant à ce

labeur qui fera leur gloire, consacrer le meilleur de leur temps à préparer les vaccins et les sérum, fruits merveilleux de l'œuvre pastoriennne, destinés à écarter de l'homme — pauvre comme riche — ces fléaux qui s'appellent le croup, qui s'appellent la rage, qui bientôt — espérons-le — s'appelleront la tuberculose.

« Et pourquoi ces efforts ? Et pourquoi ces travaux ? Pour s'enrichir sans doute.

« Non, Messieurs, Pasteur et ses disciples n'ont mis la santé ni la vie en actions ou en obligations.

« Le dividende qui les satisfait c'est la reconnaissance de l'humanité.

« Un jour viendra sans doute — nous y travaillons — où toute invention contribuera à la diminution et à la disparition des misères humaines ; un jour viendra où il n'y aura d'autres progrès que ceux qui serviront à accroître, non les richesses de certains, mais le bien-être de tous.

« Si c'était là une utopie, la mise en œuvre des découvertes de Pasteur en a fait une vérité :

« C'est à ce titre que laissant à d'autres le soin de vous parler du savant, je me contente d'apporter, devant cette statue, l'expression émue de la reconnaissance populaire et je m'incline devant Pasteur et ses disciples comme devant les bienfaiteurs de l'humanité. »

Fourmies

Voici les résultats des élections au conseil des Prudhommes :

Première catégorie, industrie lainière. Toute la liste du Parti Ouvrier est élue.

Les citoyens Lesur, Viseur, Béguin, fleur ; Baudemont, fleur ; Danloux, trieur ; Proisy sont élus avec une moyenne de 172 voix ; la liste appuyée par les patrons ne réunit que 46 voix.

Troisième catégorie, liste du Parti élue.

Les candidats du Parti, Gras Jean-Baptiste, maçon et Rousseau Paul, menuisier, sont élus par 26 voix contre 15 aux deux candidats de la mairie et des bourgeois, Divry et Hazard.

Malgré toute la pression patronale, nous comptons 7 élus sur 10.

Tous les électeurs avaient reçu par la poste deux bulletins au nom des candidats ouvriers désignés par les patrons : on a ainsi envoyé plus de six mille bulletins. On suppose qu'ils sont partis de la mairie. Aujourd'hui la table de la salle des postes en était remplie.

Donc, les patrons aidés par la mairie, avaient fait campagne ; ce qui prouve qu'ils attachent quelque importance à avoir des créatures au Conseil pour rendre des jugements favorables, genre Mulat.

Enfin, aucun électeur de Trélon ou d'Anor n'avait reçu sa carte d'électeur. Un de nos amis de Trélon qui était allé à la mairie réclamer sa carte, a reçu cette réponse : « Que la mairie n'avait reçu aucune carte ! »

Encore un truc des patrons ! les ouvriers de Trélon et d'Anor qui se dérangent pour voter étant généralement de nos amis.

Valence

Lundi dernier, nos amis Berthelot et A. Zévaès se sont rendus à Valence, à l'appel du Comité d'action socialiste (adhérent au Parti Ouvrier Français) et ont donné au théâtre une conférence à laquelle s'étaient rendus plus d'un millier de citoyens.

Au milieu du public, on remarquait nombre d'avocats et de conseillers généraux bourgeois. Aucun d'entre eux, malgré les invitations répétées adressées à nos adversaires, n'a tenté de réfuter le programme de réformes immédiates et de transformation collectiviste, exposé, au milieu des applaudissements les plus nourris, par les deux conférenciers socialistes.

L'ordre du jour, acclamant le socialisme, a été voté à l'unanimité moins cinq voix.

— A Bourg-de-Péage, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Valence, un groupe socialiste est en formation.

Le Coteau

Le Comité républicain socialiste, adhérent au Parti Ouvrier Français, avait organisé dimanche 9 avril, à 3 heures du soir, une réunion publique, avec le concours du citoyen Carnaud.

Deux cent-cinquante citoyens avaient répondu à notre appel. Après la constitution du bureau, le citoyen Michel, de Roanne, présenté en excellents termes, le citoyen Carnaud à l'assemblée.

Ce dernier a pris ensuite la parole et a fait la critique de la société capitaliste en préconisant la lutte de classe. A l'issue de cette conférence, qui fut à chaque instant interrompue par des applaudissements, l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité : « Les habitants du Coteau, réunis à l'hôtel Raquin, remercient les citoyens Carnaud et Michel de leur précieux concours et s'engagent à faire tous leurs efforts pour assurer le triomphe des principes socialistes dans leur commune et dans la deuxième circonscription de Roanne. Ils lèvent la séance aux cris de : Vive la République sociale ! »

Cette réunion est d'un bon augure pour les prochaines élections municipales.